

Chapitre I. Des formes d'organisation récemment enrichies : le droit et les institutions internationales	251
Par. 1. Les activités identifiées dans la perspective économique et commerciale internationale	251
Par. 2. La sémantique de l'appellation, la place du droit applicable et les explications pour la nouveauté	252
Par. 3. Les acteurs et leur participation. Extension de la théorie des jeux (<i>game theory</i>) et de celle du choix public (<i>public choice</i>)	258
Par. 4. Rapport entre le marché et le droit substantiel	262
Par. 5. Procédures et institutions	263
Par. 6. L'usager-sujet	263
Par. 7. Ce qui est nouveau réunit les espoirs, même divergents	265
Par. 8. Un nouveau traité	266
Par. 9. Une organisation nouvelle conçue sur le modèle traditionnel	267
Par. 10. Les acteurs privés et les institutions économiques et financières internationales	272
Par. 11. Les plaintes émanant d'acteurs privés	275
Par. 12. L'impératif d'adaptabilité, par l'intégration des opérateurs économiques et commerciaux privés au système institutionnel et normatif existant	279
Chapitre II. Le mouvement en faveur de nouveaux liens institutionnels internationaux entre le travail et le commerce	281
Titre II. Remarques sur quelques règles de fond applicables dans les relations économiques internationales	284
Chapitre I. La normativité relative à la concurrence	284
Par. 1. Les entreprises du pays et les sociétés transnationales/multinationales	287
Par. 2. L'extraterritorialité, faute de mieux	290
Par. 3. Le « principe des effets » économiques et commerciaux	292
Par. 4. Extraterritorialité de la loi nationale fondée uniquement sur des critères de politique étrangère	295
Par. 5. Application <i>erga omnes</i> des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies	297
Chapitre II. Le test des contrats d'Etat	298
Par. 1. La pratique se propage	298
Par. 2. La fonction du droit international	300
Chapitre III. Le cyberspace : la réglementation globale requise	303
Par. 1. Internet dans notre vie	303
Par. 2. Le commerce électronique	305
Par. 3. Les tentatives de réglementation spécifique : place du droit international	307
Par. 4. La privatisation des télécommunications internationales	309
Par. 5. Les biens sont publics, les mains sont privées	312
Chapitre IV. <i>Business</i> , environnement et droits de l'homme	314
Par. 1. Technologie, industrie, commerce et environnement naturel	314
Par. 2. Les entreprises et les droits de l'homme	318
Cinquième partie. La personne privée et la responsabilité internationale	321
Une situation juridique en mouvement	321

Chapitre I. Les raisons de l'écartement de l'individu dans le projet de la Commission du droit international sur la responsabilité internationale	323
Par. 1. La responsabilité internationale et la Commission du droit international (CDI)	323
Par. 2. Le projet principal sur la responsabilité internationale	324
Par. 3. L'effacement des personnes qui agissent comme organes et agents de l'Etat	331
Par. 4. Autres personnes ou entités assimilables à des organes de l'Etat	332
Par. 5. Faits de personnes agissant en leur qualité de personnes privées	335
Par. 6. Suppression de la disposition du projet sur le comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat (actes privés)	337
Chapitre II. Certaines situations qui devraient être étudiées davantage	341
Par. 1. L'individu et la responsabilité internationale pour actes ayant un effet extraterritorial	341
Par. 2. Comportement d'un mouvement insurrectionnel ou autre	342
a) L'approche traditionnelle	342
b) Les cas où le mouvement insurrectionnel n'est ni vaincu, ni à la tête d'un gouvernement ou d'un nouvel Etat, mais conclut des accords et se transforme en parti politique	344
Par. 3. L'individu et les règles primaires et secondaires : le cas où les partenaires changent	346
Par. 4. Les sanctions ou contre-mesures économiques et leur impact sur les populations civiles	348
a) Une pratique de plus en plus suivie	348
b) La population civile	350
Chapitre III. Expériences récentes d'indemnisation de personnes privées	353
Par. 1. La Commission d'indemnisation des Nations Unies (1991)	353
Par. 2. Le Tribunal arbitral des réclamations Etats-Unis - Iran (1981)	355
Par. 3. La Commission des réclamations Erythrée-Ethiopie (2001)	356
Chapitre IV. La responsabilité internationale pour risque et les individus	357
Par. 1. Les efforts destinés à envisager d'une manière compréhensive un phénomène complexe	357
Par. 2. Un projet en cours. La question de la prise en compte du rôle des entreprises privées	359
Chapitre V. La responsabilité individuelle d'après le droit international	362
Par. 1. La responsabilité pénale individuelle	362
Par. 2. Origine coutumière : la piraterie et l'esclavage, les crimes de guerre	364
Par. 3. Le terrorisme et les autres crimes	366
Par. 4. Compétence des tribunaux et coopération internationale pour la poursuite et la répression de certains crimes internationaux	368
Par. 5. La distinction tripartite : crimes de guerre, crimes contre la paix, crimes contre l'humanité	370
a) Les crimes de guerre et les infractions graves au droit humanitaire	371
b) Les crimes contre la paix	372
c) Les crimes contre l'humanité	373
d) Quoi faire d'une quatrième catégorie ? Les « crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité »	374

Par. 6. Les juridictions pénales internationales <i>ad hoc</i>	376
Par. 7. La Cour pénale internationale (CPI)	377
Par. 8. Les auteurs/organes de l'Etat pénalement responsables	378
Par. 9. L'étendue des immunités personnelles et fonctionnelles	379
Par. 10. L'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité	384
Remarques finales	389
Bibliographie	393

Par. 5. Effet horizontal	165
Par. 6. Un Protocole européen spécial pour la non-discrimination	166
Par. 7. La discrimination « positive » (<i>affirmative action</i>)	167
Chapitre V. Le droit international et la bioéthique : un nouveau point de rencontre entre les sphères publique et privée	169
Par. 1. Une internationalisation rapide	169
Par. 2. Vers un corpus de normes internationales pour les sciences de la vie humaine	171
Par. 3. Les instruments du Conseil de l'Europe	173
a) La Convention sur la biomédecine (1997)	173
b) Le Protocole sur l'interdiction du clonage humain	175
Par. 4. Les initiatives de l'Unesco	175
Par. 5. La Déclaration universelle de 1997 sur le génome humain	176
Par. 6. Une ébauche de suivi (<i>follow-up</i>)	177
Par. 7. Un bilan provisoire	178
Troisième partie. Les usagers privés des espaces maritimes et le droit international	179
Chapitre I. L'Etat, usager institutionnel du droit de la mer	179
Par. 1. Quasi-monopolisation par les textes	179
Par. 2. Raisons historiques	181
Par. 3. Le privé dans la séparation entre le droit de la mer et le droit maritime	183
Chapitre II. Les organisations internationales et le droit de la mer : légère présence du secteur privé	186
Par. 1. Les organes de la Convention de 1982	186
Par. 2. L'organisation internationale « compétente » selon la Conven- tion de 1982	187
Par. 3. Expansion du rôle de l'Organisation maritime internatio- nale (OMI)/International Maritime Organization (IMO) et intégra- tion graduelle du secteur privé	189
Par. 4. Les usagers privés dans les conférences de codification et l'ap- plication du droit de la mer	190
Chapitre III. Le navire de commerce, sa définition et sa propriété	193
Par. 1. Qualité et statut du navire	193
Par. 2. Propriété publique ou privée du navire de commerce	194
Chapitre IV. Le navire de commerce et le pavillon	196
Par. 1. L'Etat et le pavillon	196
Par. 2. Fonction du pavillon	196
Par. 3. Force du pavillon	198
Par. 4. Le navire de commerce et l'Etat du pavillon : un lien substantiel	199
Par. 5. Evolution du principe du lien substantiel	200
Par. 6. Registres et pavillons <i>bis</i> , parallèles ou internationaux	201
Par. 7. Repavillonnage (<i>reflagging</i>)	201
Par. 8. Absence de pavillon, faux pavillon	202
Chapitre V. Une exception d'environ cinquante pour cent : le navire en libre immatriculation	205
Par. 1. Le pavillon de complaisance et les efforts de réglementation internationale	205
Par. 2. Le débat est replacé dans un autre contexte	207

Chapitre V. Les acteurs qui se réclament de la « société civile internationale »	97
Par. 1. Origine et explication	97
Par. 2. Les formes d'action	99
Par. 3. Présence dans les organisations internationales	100
Par. 4. Légitimation	102
Deuxième partie. La difficile distinction entre les sphères publique et privée dans la protection internationale des droits de l'homme	105
Titre I. Rencontre aux arcades	105
Chapitre I. L'homme est mesure de toutes choses : le volet international	105
Au-delà d'un cinquantenaire	105
Chapitre II. Enrichissement du droit international et mixage avec le droit interne par la seule entrée de l'individu sur la scène	110
Par. 1. Le mixage	110
Par. 2. Impact sur le droit international	111
Par. 3. Présence autonome de l'individu	115
Par. 4. Les droits procéduraux	119
Par. 5. L'aventure de l'interprétation	125
Par. 6. Le caractère autoexécutoire (<i>self-executing</i>) des normes des droits de l'homme	127
Par. 7. Les droits de l'homme horizontaux	130
Par. 8. La catégorisation des droits de l'homme et ses conséquences pour l'individu	132
Par. 9. Limites du système de la requête individuelle	133
Par. 10. Le partenariat privé dans les circuits des droits de l'homme	136
Titre II. Quelques droits de l'homme de caractère prioritairement intime	139
Chapitre I. La vie privée (<i>privacy</i>)	139
Par. 1. Le concept et ses interprétations	139
Par. 2. Apport du droit interne	140
Par. 3. Eléments pour la consolidation internationale de la protection	141
Par. 4. Jurisprudence internationale essentiellement régionale	143
Par. 5. Obligations positives et négatives	145
Par. 6. Rareté de normes spécifiques sur les ingérences de personnes privées dans la vie privée des autres	146
Chapitre II. La liberté de pensée, de conscience et de religion	148
Par. 1. L'armature juridique	148
Par. 2. La dimension historique et culturelle	150
Chapitre III. La propriété privée	152
Par. 1. Les particularités de la consécration internationale	152
Par. 2. Le système de la Convention européenne des droits de l'homme	155
Chapitre IV. La non-discrimination, le droit international et les droits de l'homme	159
Par. 1. Qui discrimine contre qui	159
Par. 2. Non-discrimination dans le rapport Etat-personnes privées	160
Par. 3. Le contenu de la règle internationale	161
Par. 4. Au-delà du racisme, l'intolérance et la xénophobie	164

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. Une doctrine partagée sur le statut de l'individu en droit international public	23
Par. 1. Fiction et réalité	23
Par. 2. Un échantillonnage d'opinions	24
Par. 3. Maintien de la divergence	27
Par. 4. La percée par les droits de l'homme et l'économie	31
Par. 5. Sujet dans l'anomalie	35
Par. 6. Les réticences persistent	37
Par. 7. Un état des lieux mitigé, caractérisé par des révisions	38
Première partie. Eléments pour une précision du statut de l'individu d'après le droit international	41
Chapitre I. Nature des droits protégés, personnalité internationale, sphères d'intérêts et participation	41
Par. 1. Les conceptions en question	41
Par. 2. La question des droits « subjectifs »	42
Par. 3. Attribution d'une valeur démesurée aux droits procéduraux et à la procédure judiciaire	48
Par. 4. Une personnalité internationale différenciée et rapidement absorbée par le système: le cas de l'organisation internationale	49
Par. 5. Sphère publique, sphère privée	51
Par. 6. La participation d'acteurs privés à l'élaboration du droit international: l'on exige de l'individu plus que ce que le droit interne exige de lui	55
Par. 7. La personnalité internationale de l'individu à statut différencié: Ulysse s'appelait personne (« ou tis »)	59
Chapitre II. Remarques au-delà du profil réducteur de l'individu en droit international	62
Par. 1. Les défauts de la généralisation dans le compartimentage	62
Par. 2. Importance de la discipline des relations internationales	63
Par. 3. La théorie des réseaux (<i>networks</i>)	65
Par. 4. L'expression « facteurs privés »	68
Chapitre III. Les facteurs privés et les transformations politiques, économiques et sociales	71
Par. 1. Les idéologies politiques et la dialectique Etat/individu	71
Par. 2. Les deux sens de la privatisation	75
Par. 3. La globalisation/mondialisation	78
Chapitre IV. Les réactions d'adaptabilité du droit international	81
Par. 1. Les analogies entre le droit international et le droit interne n'ont pas touché à la place de l'Etat en droit international	81
Par. 2. La promotion de l'individualité en droit international	83
Par. 3. Espace, territoire et citoyenneté	84
Par. 4. Le domaine d'opération des normes	88
Par. 5. Le droit transnational et le droit international économique	90
Par. 6. Le style et la substance: le cosmopolitisme et le droit international	92
Par. 7. L'imminence d'un enrichissant renouveau théorique: photons et cryptons dans la théorie du chaos	94

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2002

Tome 299 de la collection



2003

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS
Leiden/Boston

Chapitre VI. La diversité des facteurs privés liés au navire: le propriétaire, l'armateur, le chargeur, l'affrèteur	208
Par. 1. Décroissance de l'influence de l'Etat du pavillon sur la multitude des rapports juridiques concernant le navire	208
Par. 2. Eléments de la diversification	209
Chapitre VII. Intervention en haute mer sur les navires de commerce étrangers	212
Par. 1. Conditions requises et difficultés d'application	212
Par. 2. Le «principe des effets» et la coopération internationale	214
Chapitre VIII. Les espaces communs situés au-delà de la juridiction des Etats: les <i>global commons</i>	216
Par. 1. Un concept qui vise à la protection de ces espaces	216
Par. 2. Aspects de la responsabilité internationale. Personnes privées et Etats	217
Chapitre IX. L'éternel amour entre le port et le navire confirmé par mémorandum	220
Par. 1. Les compétences de l'Etat du port renforcées par la Convention de 1982	220
Par. 2. Le système du «Memorandum of Understanding»	221
Chapitre X. Le fonctionnement de l'industrie maritime mondiale	224
Par. 1. Le cadre juridique	224
Par. 2. Les «Conférences maritimes»	224
Par. 3. Les certificateurs privés de navigabilité des navires	227
a) Naissance et développement des sociétés de classification	227
b) Problèmes de responsabilité civile des sociétés de classification. La question de la responsabilité de l'Etat qui autorise leur fonctionnement	229
Chapitre XI. La réglementation internationale de la pêche	231
Par. 1. L'appel à une activité qui devra être responsable	231
Par. 2. L'essentiel de la codification	232
Par. 3. Les techniques de pêche, la gestion des ressources et l'exploitation vers le large par des filets dérivants	234
Par. 4. Les efforts destinés à assurer une pêche responsable par les opérateurs privés	235
Chapitre XII. La protection internationale des gens de mer	240
Action de l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres organisations internationales	240
Chapitre XIII. Sécurité de la navigation, protection de l'environnement marin et régimes de responsabilité	243
Par. 1. La sécurité de la navigation réglementée par des instruments anciens et récents	243
Par. 2. Protection de l'environnement	244
Par. 3. Responsabilité et dédommagement	245
Par. 4. Transfert et déversement des matières polluantes et des déchets dangereux et autres en mer	249
Quatrième partie. Les facteurs privés, les transactions économiques internationales et le droit international	251
Titre I. Une évolution constante	251